LE PARTAGE DES RESSOURCES -
LA PARTICIPATION AUX FRAIS, UNE UTOPIE OU UNE REALITE
DANS LE SECTEUR DES BIBLIOTHEQUES SPECIALISEES DE MONTREAL

Camille M. Côté
Professeur adjoint
Ecole supérieure de bibliothéconomie
Université McGill
3459 McTavish
Montréal, Québec
H3A 1Y1

RESUME

Le partage des ressources dans les bibliothèques spécialisées n'est pas un gage d'économie. Des efforts louables ont déjà été entrepris surtout pour les catalogues collectifs, les listes de périodiques et le prêt-inter bibliothèques. Cependant on se rend compte des difficultés de communication et de planification qui existent à plusieurs niveaux. Il est souhaitable que certains échecs n'effaceront pas tous les désirs de mieux coopérer et qu'on pourra bientôt réaliser ce souhait exprimé par la Special Libraries Association que: "The fullest participation and consultation of representatives of the library and information service community to all stages including concept formulation, planning, development, management, and eventual governance of the national information service network and its components" soit bientôt une réalité.

RESOURCE AND COST SHARING
COST SHARING - REALITY OR UTOPIA
IN THE MONTREAL SECTOR OF SPECIALIZED LIBRARIES

ABSTRACT

Resource Sharing in the special libraries is not an economical pledge. Efforts have been concentrated mostly toward union catalogues, lists of serials and inter-library loans. However there still exists many communication and planning problems at several levels. It is desirable that the aforementioned problems will not diminish the desire to cooperate and that before long we will be able to realize the wish expressed by the Special Libraries Association that: "The fullest participation and consultation of representatives of the library and information service community to all stages including concept formulation, planning, development, management, and eventual governance of the national information service network and its components" soon will be a reality.

Alexis de Tocqueville écrivait en parlant de L'Amérique.

"In no country in the world
has the principle of association
been more successfully used
or applied to a great multitude
of objects than in America."

Ce que je traduirai rapidement par: "nulle part au monde il n'existe un endroit où le principe d'association soit appliqué avec autant de succès à un grand nombre de domaines qu'en Amérique." De Tocqueville voyait dans l'Amérique un avenir prometteur et grand à cause de cette capacité même du peuple à travailler et à résoudre ensemble des problèmes. Il est vrai que l'histoire nous a démontré plus d'une fois des exemples concrets de mise en commun de ressources et de collaboration à plusieurs niveaux, matériels, artistiques et intellectuels. Les cathédrales en sont des témoins éloquents, les découvertes scientifiques aussi. Il semble que le défi posé à notre génération soit le même. N'avons-nous pas été les témoins des voyages sur la lune, des grandes réalisations olympiques et de la création réseaux de télécommunication.

L'information nous le savons est maintenant reconnue comme un véhicule essentiel au transfert de la connaissance et une partie intégrante du processus de décision et de production. Au delà de l'argument économique à savoir l'information coûte cher, il y a l'argument psychologique à quoi sert véritablement toute cette information?

Pourtant les grands du cercle noble des décisions, ceux qu'on appelle les "decision-makers" affirmaient encore tout dernièrement que trop de décisions sont prises sans information suffisante et adéquate (Time, Oct. 1978), ce qui a pour effet de générer des profits qu'on peut qualifier de suffisants mais qu'on peut aussi espérer ailleurs. Comme l'information qui nous occupe est intimement liée aux bibliothèques spécialisées qui la dispensent et la contrôlent, nous nous arrêterons sur l'idée participation ressources-frais dans le secteur des bibliothèques spécialisées de Montréal. Disons d'abord que le partage des ressources ne peut avoir lieu que si on trouve deux ou trois bibliothèques intéressées qui ont des objectifs semblables et qui volontairement acceptent d'explorer cette idée de partage et d'entrer librement dans une sorte d'aventure. Si on vérifie l'étymologie du mot coopération on trouve que ça signifie méthode d'action économique par laquelle des personnes ayant des intérêts communs constituent une entreprise où les droits de chacun à la gestion sont égaux et où le profit est réparti entre les seuls associés au prorata de leur activité. Au dictionnaire anglais Oxford sous le mot SHARE nous lisons "To possess or use or endure jointly".

En revisant cette notion appliquée aux bibliothèques spécialisées, nous nous retrouvons ainsi dans un contexte socio-économique. L'objectif principal de la participation est toujours de rendre le coût des opérations: catalogage, prêt, etc. plus efficaces - "cost effective". La seconde raison est de donner un meilleur service aux usagers. La participation suppose donc la mise en commun de ressources humaines et matérielles; cependant il n'est pas assuré qu'elle engendre automatiquement une économie d'argent, ni de temps, ni un meilleur service, malgré les objectifs qui doivent y présider. "Library service may be price-less, but it is not cost-less" (White, 1978) Les services de bibliothèques sont gratuits mais ils coûtent quelque chose. La coopération a été parfois un phénomène de survie, parfois un phénomène politique souvent un phénomène économique où une mise en commun de certaines ressources est alors devenue le point de départ d'une plus grande compétition, par conséquent, de plus de frictions. Le partage c'est un phénomène complexe aux composantes multiples. Les changements technologiques, la création des réseaux et les coupures de budget nous ont forcé dans tous les secteurs, industriels et académiques à penser en termes plus économiques, tout au moins en apparence. De là sont nées des initiatives louables comme le réseau de Telecat/Unicat destiné d'abord aux Universités du Québec et de l'Ontario. Ce projet de catalogage collectif issu d'un projet développé et supporté d'abord en Ontario permet aux universités participantes de produire un catalogue collectif avec fiches, étiquettes, cartes de prêt, bibliographies sur demande et rapports statistiques selon des normes fixes et des coûts réduits qui peuvent aller jusqu'à 20% plus bas que les coûts initiaux.

En effet le système Telecat/Unicat a été conçu pour servir à l'emmagasinage des données des divers participants, tout en leur fournissant la possibilité d'obtenir une gamme de sous-produits, d'une façon plus économique compte-tenu des investissements initiaux. TELECAT/UNICAT doit aussi permettre d'éliminer le dédoublement des activités catalographiques tout en assurant une utilisation plus rationnelle de la main-d'oeuvre professionnelle qualifiée. (Dupuis, 1976). Les bibliothèques spécialisées peuvent elles aussi maintenant faire partie du réseau Telecat/Unicat et profiter des avantages qu'il offre à tous.

Les mêmes arguments qui ont présidé à la coopération dans les bibliothèques universitaires et autres ont aussi prévalu pour les bibliothèques spécialisées avec des accents bien peu différents. Les budgets des grandes compagnies s'accroissent mais ceux des bibliothèques sont impitoyablement soumis à l'inflation et aux restrictions budgétaires. Les développements technologiques auxquels tous, nous avons à faire face sont coûteux. L'espace pieds-carrés, l'équipement et le personnel ont aussi été affectés durement par les mêmes facteurs inflationnistes. Les dirigeants d'entreprise, les directeurs de bibliothèques, les chefs de service ont tous une préoccupation commune partager des ressources en allouant des fonds qui se font de plus en plus rares pour satisfaire des besoins qui deviennent de plus en plus hétérogènes et qui doivent rejoindre une clientèle toujours plus variée et exigeante et souvent dispersée aux quatre coins d'un vaste territoire qui s'étend souvent au-delà d'une seule province.

Quand on parle de participation ressources-frais, il faut toujours garder en mémoire les buts et les objectifs que chacun des participants poursuit. L'impact psychologique auquel nous faisons allusion au tout début devient ici beaucoup plus subtil que l'impact économique qu'on peut facilement illustrer avec des chiffres et des courbes savantes. La participation suppose la connaissance des ressources des autres, l'acceptation de les mettre à la disposition des autres et la possibilité de les transporter vers l'autre. Dans les bibliothèques spécialisées de Montréal, la coopération se situe encore surtout au niveau des prêts inter-bibliothèques, des listes d'accession et du service de référence. En 1978, les bibliothèques spécialisées du Montréal métropolitain ont effectué au-delà de $\frac{1}{4}$ de millions de prêts inter-bibliothèques et répondu à presque autant de questions de références. La coopération existe déjà. Ce qu'il nous faut examiner c'est la méthode i.e. nous pencher sur un ensemble de règles qui assurent et assureront dans le futur une meilleure participation de toutes les parties d'un vaste ensemble que forme ce secteur de bibliothèques spécialisées. Disons-le tout de suite cette méthode dynamique devrait plutôt être un cadre destiné à favoriser la créativité et la collaboration. Ce qui s'avère essentiel c'est une réponse rapide et pertinente aux besoins d'information de la clientèle ce qui devrait susciter chez cette même clientèle un désir d'avoir la meilleure information possible, rapide et exacte, via les développements technologiques les plus avancés. La coopération ne peut pas exister sans un souci constant des usagers et de leurs besoins. Ce qui importe dans une bibliothèque spécialisée c'est de produire l'information nécessaire dans un temps record, au bon individu et au moment critique important. Que ce soit une statistique ou une citation l'information pertinente servira de support au processus de décision laquelle en définitive s'exprime en termes de profits dollars. Une des premières préoccupations du bibliothécaire spécialisé doit donc être de mettre en commun des ressources, des expériences pour développer au maximum l'utilisation des argents. Une mise en commun de fonds pourrait donc aboutir à une épargne fructueuse qui finalement, génère de vrais profits.

L'industrie en particulier, encore plus que le secteur académique est consciente de cette nécessité de faire valoir au maximum le rendement de ses dollars. Par exemple, deux bibliothèques spécialisées A et B se trouvent situées à quelques mètres de distance dans Montréal. Si leurs intérêts sont communs, elles ont donc tout avantage à travailler en collaboration pour développer un réseau très efficace qui pourra devenir une source d'économies, tout en garantissant des ressources essentielles. Un effort concerté paraît absolument important à l'heure où les budgets diminuent plutôt que de croître. Trop souvent on ignore le voisin par manque de connaissance de son milieu, manque de communications et absence de bonne volonté. La barrière la plus difficile à briser c'est l'attitude des bibliothécaires. Il nous faut essayer de tirer le meilleur parti possible des situations critiques et économiques dans lesquelles on vit. Il faut créer des meilleurs liens par des bons réseaux de communication, favoriser les rencontres et les échanges. Il

faut connaître les besoins de nos clients, et essayer de développer nos collections en tenant compte de ces besoins. Ceci suppose au point de départ l'esprit de coopération. Et comme le dit si bien Drucker le processus de participation ne peut se dérouler qu'avec des ressources humaines et financières.

Ca et là on peut lire des rapports qui relatent des expériences tentées pour établir des réseaux de coopération. Sharon Vipond rapporte dans le bulletin d'avril 1978, du chapitre de Montréal de la Special Libraries Association (Vipond, 1978) une tentative avortée d'un comité qui aurait voulu s'occuper des politiques de retention des collections de périodiques pour les bibliothèques spécialisées. Le projet fut délaissé à cause de la publication de la liste collective des périodiques (secteur de Montréal), qui devait réaliser à peu près le même objectif. Un second projet en cours est l'établissement d'un groupe d'usager qui s'est réuni à l'automne 1978, pour discuter des banques de données. Cette entreprise encore à l'état d'embryon semble cependant vouloir survivre. C'est ce genre d'échanges et de mise en commun d'expérience qui peut aider véritablement.

Dans les bibliothèques spécialisées, il est de toute première importance donc d'établir des objectifs communs précis pour atteindre les résultats voulus avec un minimum d'efforts. Le catalogue collectif par exemple, si important soit-il, ne peut être isolé des autres fonctions de la bibliothèque, il devrait être un moyen de mieux coordonner les acquisitions, le prêt et la référence. Il faut s'organiser pour survivre; ceci est de prime importance. A l'intérieur d'un réseau petit ou grand, chacun devient de plus en plus conscient de l'importance des coûts et de l'importance des bénéfiques. Si l'escalade continue dans vingt-cinq ans les coûts des services d'information pourront s'accroître jusqu'à 460% "per unit cost". (Brown, 1978). La progression est plutôt terrifiante. Et comme les bibliothèques spécialisées ne pourront pas échapper à l'escalade, il est urgent de penser en termes de participation ressources et frais déjà on peut constater une plus grande collaboration dans les bibliothèques médicales et juridiques cela étant dû évidemment à la teneur de la collection et aux besoins de la clientèle. Cependant dans ce réseau, les bibliothèques spécialisées sont un peu moins libres d'emprunter et de prêter "at large". Dans le secteur industries/gouvernement, plusieurs entreprises ne permettent pas facilement les échanges d'information cela étant souvent dû aux facteurs de compétition et de confidentialité de l'industrie qu'elles desservent. Un autre problème est l'existence éphémère de certaines collections due aux changements inévitables et incessants des industries qui doivent satisfaire un marché de plus en plus diversifié. Pour établir des réseaux efficaces, les bibliothécaires spécialisés se retrouvent souvent seuls face à leur administration un peu dépourvus d'imagination, d'audace et de fonds. Il est évident que la solution n'est pas de s'isoler mais bien de se regrouper. Les bibliothécaires sont toujours préoccupés par la coopération et le rendement. Trois facteurs importants semblent influencer notre milieu dans cette direction, et les bibliothèques spécialisées

suivent la même pente. Selon Joseph Becker ce sont: le service, les facteurs économiques et la technologie.

Les bibliothèques spécialisées qui n'échappent pas à ces contraintes sont de plus en plus préoccupées par le service aux usagers qui est une condition de survie par les fonds disponibles pour la collection, le personnel et l'amélioration des techniques. Quand les bibliothèques spécialisées auront réalisé que de travailler aux mêmes objectifs peut permettre de se regrouper alors seulement les services aux usagers pourront-ils être améliorés en temps/réponse; en information toujours plus à jour et en documents à la fine pointe de la recherche. Ceci requiert un effort collectif et une mise en commun d'idées et de personnes. Les mêmes revues utilisées à l'Hydro, au Bell et à l'Alcan pourraient être emmagasinés à un seul endroit et prêtés facilement sur demande et on épargnerait une bonne somme d'argent qui pourrait être utilisée à l'achat d'autres revues ou à l'automatisation des systèmes d'acquisitions ou au repérage automatique de l'information. Chacun dans ce domaine a encore trop l'idée de construire sa tour d'ivoire et d'y régner en maître sans dérangement. Quand on accepte de faire partie d'un réseau ou d'un système coopératif on accepte alors les normes du groupe. Les conditions du jeu et cela dérange considérablement les ambitions personnelles.

Donc à côté des éléments positifs qui ont suscité un bon nombre de projets coopératifs on peut rencontrer des difficultés. Nous en citerons quelques unes qui sont plus généralement connues: les coûts, les ressources humaines et le temps. On constate qu'il y a dans tout programme de coopération des inégalités et des insatisfactions inévitables. Il existe peu d'études ou analyses qui nous éclairent sur les coûts réels de tel ou tel programme de mise en commun. Richard de Gennaro affirme que la coopération coûte probablement plus cher en temps et personnel que les profits réels qui peuvent être enregistrés. Dans le secteur spécialisé qui nous occupe plus particulièrement nous savons qu'il y a eu plus d'une tentative de coopérer au niveau de l'automatisation, soit des acquisitions, des périodiques, soit de la distribution des périodiques. Nous pouvons tous nous rappeler des expériences avortées ou réussies où malheureusement les ambitions personnelles sont venues assombrir des entreprises louables. Il y a eu à la base des absences de communication et des désirs jaloux de protéger les biens de chacun. Avec les ressources déjà existantes qui constituaient de bons noyaux, on aurait eu à bon prix un réseau riche et puissant, si on avait seulement réussi à s'entendre pour mettre en commun toutes les ressources. On aurait alors pu consacrer des sommes considérables au développement politiques, des collections ou à d'autres projets importants comme le perfectionnement du personnel ou des techniques pour améliorer les services internes et externes.

On peut suggérer quelques services pour lesquels les bibliothèques spécialisées devraient se regrouper, le service de référence induant les recherches sur terminaux, la diffusion sélective de l'information, les listes d'accession, les services de photocopie et de livraison, les projets conjoints de recherche, les programmes de publication, la création des banques de données et peut être même et pourquoi pas les bibliothécaires itinérants spécialisées dans une discipline., La création de centre bibliographique qui pourrait préparer sur demande de la littérature pertinente.

En guise de conclusion, si on regarde la question de bénévolat qui diminue, je voudrais simplement rappeler que c'est un fait que quelques uns d'entre nous seulement réussissent, et cela pour un temps relativement court, à obtenir de la collaboration qui ne coûte rien. L'ère des grands dévouements est révolue. La coopération dans le secteur des bibliothèques spécialisées est encore un rêve. Il reste cependant que le phénomène réel de complémentarité existe dans la nature. Louis LePrince-Ringuet un physicien renommé écrit:

"La notion de complémentarité est d'ailleurs très importante en physique (et dans le monde elle est primordiale aussi)."
(LePrince-Ringuet, 1973)

Si on veut que nos organismes soient à dimensions nationales et internationales, il nous faut vite abaisser les barrières entre nous et développer chez chacun l'esprit véritable de collaboration. Il n'est pas nécessaire de revenir aux constatations du Club de Rome et des Techniciens du M.I.T. qui soulignent que si les industries se développent anarchiquement au gré des nationalismes et des besoins de la concurrence, nous parviendrons très vite à une impasse. L'important est de retenir que les stratégies sont différentes et que les efforts concertés sont toujours essentiels quand il s'agit de programme de coopération. Il nous faut à chacun un sens profond de l'équipe, d'honnêteté et un équilibre remarquable entre l'imagination créatrice et la patience méticuleuse pour réaliser des choix qui sont à chaque jour plus sérieux, plus nombreux et plus coûteux. On doit encourager une participation et une consultation plus grande de toute la communauté des bibliothécaires et agents d'information à tous les niveaux pour la planification, le développement et la gestion d'un éventuel réseau des services d'information dans les bibliothèques spécialisées. (Special Libraries Association, Hot Line, 1978).

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Brown, Jack E. Canadian Library Networks and System. The Past Ten Years, 4th Annual CLA/ASTED Workshop. Québec, (24-25 Oct. 1978).
- Dupuis, Onil. Crépug, coopération des bibliothèques universitaires. Argus, (Jan.-Fev. 1976) Vol. 5, No. 1.
- LePrince-Ringuet, Louis. Science et bonheur des hommes, Paris, Flammarion, 1973.
- Special Libraries Association. Critical of National Network Planning - Hotline - Library Journal/School Library Journal. (Dec. 11, 1978).
- Time. Decision Doctor, The 78 Nobel winner examines management (Oct. 1978).
- Vipond, S. Networking Committee Annual Report 1977/1978. Bulletin du Chapitre de Montréal, Special Libraries Association. (avril 1978) Vol. 43, No. 3.
- White, Herbert. Management: A strategy for change. Canadian Library Journal (Oct. 1978).